CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.499/4
du 12 juin 2024

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal
du 11 juillet 2003 fixant
la procédure devant le
Commissariat général aux
Réfugiés et aux Apatrides
ainsi que son fonctionnement'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.499/4
van 12 juni 2024

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
het koninklijk besluit van
11 juli 2003 tot regeling
van de werking van en
de rechtspleging voor het
Commissariaat-generaal
voor de Vluchtelingen
en de Staatlozen'

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

Le 15 mai 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 juin 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 juin 2024.

*

Op 15 mei 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 juni 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 juni 2024.

*

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Seul l'article 57/43, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' constitue le fondement juridique de l'arrêté en projet.

Seule cette disposition doit dès lors être mentionnée à l'alinéa 1er.

Par ailleurs, selon les informations communiquées par le délégué de la Secrétaire d'État, la « loi du 22 février 2024 » mentionnée à cet alinéa, non encore publiée au *Moniteur belge*, a été sanctionnée et promulguée par le Roi le 10 mars 2024.

L'alinéa 1er sera donc rédigé comme suit :

« Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 57/43, § 1er, alinéa 2, inséré par la loi du 10 mars 2024 ; ».

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

2. À l'alinéa 2, l'historique des modifications apportées à l'arrêté royal du 11 juillet 2003 'fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement' ne doit pas être mentionné [1].

Cet alinéa sera revu en conséquence.

DISPOSITIF

Article 2

1. La section de législation n'aperçoit pas pour quel motif, à l'article 35/5, § 1er, alinéa 3, en projet de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, seule la convocation visée à l'alinéa 2 est concernée, et non celle prévue à l'alinéa 1er.

Ceci ne pourrait le cas échéant s'expliquer que par la volonté de l'auteur du projet d'exclure l'audition à distance dans les hypothèses qui ne sont pas visées à l'alinéa 2. Encore cette volonté devrait-elle apparaitre expressément dans le texte en projet [2] et être susceptible de justification raisonnable au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, et ce en tenant compte de ce qu'énonce l'article 12/1, § 1er, et § 2, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, rendu applicable par l'article 35/5, § 3, en projet.

Le projet sera réexaminé à la lumière de cette observation.

2.1. L'article 35/5, § 3, en projet de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 dispose :

> « À l'exception de l'article 12/1, paragraphe 2, alinéa 3, de l'article 15, alinéa 3, de l'article 16, de l'article 17 et de l'article 18, les dispositions de la sous-section 3 de la section 1ère du Chapitre III relatives à l'entretien personnel et de la sous-section 4 de la section 1ère du Chapitre III relatives au droit à l'assistance sont d'application à l'entretien personnel visé au présent article ».

Cet article rend dès lors applicables à la procédure d'entretien personnel des demandeurs d'admission au séjour pour apatridie les dispositions existantes relatives à l'entretien personnel et au droit à l'assistance des demandeurs d'asile[3], sauf les dispositions expressément visées en début d'article.

L'exclusion de certaines des dispositions visées dans l'article en projet pose question.

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

[2] Notamment à l'article 35/6 en projet (article 3 du projet) ; comparer avec l'article 9, § 1er, 7ème tiret, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003.

[3] Soit les articles 12 à 19 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003.

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

2.2. L'article 15, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 dispose :

« S'il y a des indications des persécutions liées au sexe, l'agent vérifie si le demandeur d'asile n'a pas d'objection à être entendu par une personne d'un sexe autre que le sien auquel cas il sera donné suite à sa demande ».

Le rapport au Roi indique à cet égard :

« L'article 15, alinéa 3 concerne la possibilité d'être entendu par un agent du même sexe que le demandeur. Dans la procédure d'admission au séjour pour cause d'apatridie, le Commissaire général doit formuler un avis relativement aux conditions, remplies ou non, visées à l'article 57/37, 1° à 5° de la loi. Qu'il y ait ou non des indications de persécutions liées au sexe n'est donc pas un élément sur base duquel le Commissaire général doit évaluer la demande. Pour cette raison, l'intéressé ne peut donc pas demander à être entendu par un autre agent ».

La circonstance que l'existence d'indications de persécutions liées au sexe ne soit pas un élément sur la base duquel le Commissaire général doit évaluer la demande ne constitue pas un élément justifiant à suffisance que soit refusée au demandeur la possibilité d'être entendu par un agent de son sexe s'il le demande. Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier, de manière objective et raisonnable, la différence qu'il instaure dans la procédure d'entretien individuel, en tenant notamment compte de l'article 7 de la loi du 13 juillet 2023 'sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent' [4].

2.3. L'article 16, § 1er, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 prévoit que l'agent qui mène l'entretien « prend note des déclarations faites par le demandeur d'asile lors de l'audition » et que ces notes comprennent les renseignements énumérés dans la disposition. L'article 16, § 2, du même arrêté prévoit que l'agent « établit un inventaire des pièces produites par le demandeur d'asile à l'appui de sa demande ».

Le rapport au Roi indique à cet égard : « L'article 16 concerne spécifiquement les notes de l'entretien personnel et les pièces déposées dans la procédure d'asile ».

[4] Situé dans un chapitre 3 « Principes généraux », cet article dispose : « Lors de l'adoption et de la mise en œuvre de toute décision, politique ou mesure en lien avec le champ d'application de la présente loi, les personnes et autorités visées à l'article 5 prennent en considération la spécificité des besoins des personnes en situation de vulnérabilité ». L'article 5 de la même loi dispose : « À l'exception des matières qui relèvent de la compétence des Communautés et des Régions, la présente loi s'applique à toutes personnes du secteur public, en ce compris aux organismes publics, ainsi qu'à toutes les autorités administratives et juridictionnelles, en ce qui concerne toute mesure, décision ou politique en lien avec les objectifs poursuivis par la présente loi tels qu'ils sont énoncés à l'article 3 ». L'article 4, § 1er, 5°, de la même loi définit la « personne en situation de vulnérabilité » comme « toute personne qui se trouve en situation de vulnérabilité pour des motifs sociaux, économiques, physiques, psychiques ou administratifs, telle que notamment les consommateurs de substances toxiques, les personnes en situation de prostitution, les migrants ou les demandeurs de protection internationale ou les personnes en situation de séjour irrégulier, les sans abris ou toute personne qui se retrouve en situation de vulnérabilité en raison d'un ou plusieurs critères protégés fondés sur le sexe, le genre, la nationalité, la prétendue race, la couleur de peau, la langue, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction syndicale, la conviction politique ou autre, l'origine et la condition sociales, l'origine nationale ou ethnique, le patrimoine, la naissance, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, l'âge, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, l'état civil, la grossesse, l'accouchement, l'allaitement, la maternité, l'adoption, la procréation médicalement assistée, le prétendu changement de sexe, les caractéristiques sexuelles, les caractéristiques physiques ou génétiques, que cette caractéristique soit présente de manière effective ou seulement supposée par l'auteur ».

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

La question se pose néanmoins de savoir pour quelle raison une disposition analogue, reprenant *mutatis mutandis* les éléments pertinents devant être notés ou inventoriés, n'est pas prévue pour l'entretien d'un demandeur d'admission au séjour pour apatridie.

2.4. L'article 17, § 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 prévoit que « [s]i l'agent constate, au cours de l'audition, des contradictions dans les déclarations du demandeur d'asile ou constate que des éléments pertinents à l'appui de la demande d'asile font défaut, il donne l'occasion au demandeur d'asile de donner une explication à cet égard ». L'article 17, § 3, prévoit que le demandeur d'asile, son avocat ou la personne de confiance peut transmettre au Commissaire général, des remarques complémentaires ou des pièces complémentaires, qui seront jointes au dossier individuel du demandeur d'asile et dont il sera tenu compte si les remarques et pièces sont transmises en temps utile.

Le rapport au Roi indique à cet égard :

> « L'obligation de confrontation visée à l'article 17, § 2 n'est pas d'application vu qu'il s'agit de la transposition de l'article 16 de la directive 2013/32/UE qui, logiquement, n'est pas d'application à la procédure à l'issue de laquelle le Commissaire général doit formuler un avis sur les conditions visées à l'article 57/37 de la loi ».

La question se pose de savoir pour quelle raison des garanties analogues ne sont pas prévues au bénéfice du demandeur d'admission au séjour pour apatridie, qu'il s'agisse de la possibilité de donner une explication en cas de contradiction (article 17, § 2) ou de la possibilité de présenter des remarques ou pièces complémentaires (article 17, § 3).

Il appartient en effet à l'auteur du projet de pouvoir justifier, de manière objective et raisonnable, ces différences de traitement, le constat avancé en ce qui concerne l'article 17, § 2, qu'il s'agit d'une transposition d'une directive qui ne s'applique pas à la présente procédure, ne constituant pas une justification suffisante des différences de traitement envisagées au regard des articles 10 et 11 de la Constitution [5].

Article 3

L'article 35/6 en projet prévoit que la convocation pour l'entretien individuel contient au moins les données que la disposition énumère, dont « la mention selon laquelle l'intéressé peut se faire assister le jour de l'entretien personnel par un avocat ».

[5] Voir C.C., 26 septembre 2013, n° 121/2013. Il ressort des points B.49 et B.50 de cet arrêt que, lorsque le législateur prévoit un régime applicable à des personnes dans des situations comparables, mais dont une catégorie relève du droit de l'Union, à la différence de l'autre, il ne doit pas prévoir une stricte identité de règles, mais les différences de traitement qu'il instaure doivent toutefois pouvoir être raisonnablement justifiées pour être compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

L'article 35/5, § 3, en projet, inséré par l'article 2 du projet, rend applicable à l'entretien personnel dans le cadre d'une demande d'admission au séjour pour cause d'apatridie la disposition relative au droit à l'assistance, située dans la sous-section 4 de la section 1er du chapitre III, à savoir l'article 19 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, dont le paragraphe 1er, alinéa 1er, prévoit que le demandeur « peut se faire assister pendant le traitement de sa demande au Commissariat général par un avocat ou par une personne de confiance ».

L'article 35/6 en projet doit dès lors être complété afin de prévoir que la convocation à l'entretien individuel mentionne que l'intéressé peut se faire assister le jour de l'entretien personnel par un avocat ou par une personne de confiance.

Article 5

Dans l'article 35/8 en projet, dans la version française, il manque un « § 1er ».

Article 7

Dans la version française, il convient de remplacer les mots « La ministre » par les mots « Le ministre », le mot « ministre » étant épicène [6].

OBSERVATION FINALE

Il sera veillé à ce que l'arrêté en projet ne soit pas publié au *Moniteur belge* avant la loi du 10 mars 2024 mentionnée dans l'observation 1 relative au préambule.

*

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167 et formule F 4-7-1.

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De rechtsgrond van het ontworpen besluit ligt enkel in artikel 57/43, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

In het eerste lid moet dus enkel die bepaling worden vermeld.

Voorts is, volgens de inlichtingen van de gemachtigde van de staatssecretaris, de "wet van 22 februari 2024" die in dat lid wordt vermeld en die nog niet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, op 10 maart 2024 door de Koning bekrachtigd en afgekondigd.

Het eerste lid moet dan ook als volgt luiden:

"Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 57/43, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 10 maart 2024;".

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

2. In het tweede lid hoort geen melding te worden gemaakt van de historiek van de wijzigingen die in het koninklijk besluit van 11 juli 2003 'tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen' zijn aangebracht.[1]

Dat lid moet dienovereenkomstig worden herzien.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De afdeling Wetgeving begrijpt niet waarom het ontworpen artikel 35/5, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 het enkel heeft over de oproeping die in het tweede lid wordt vermeld, en niet over de oproeping waarin het eerste lid voorziet.

Dat valt in voorkomend geval enkel te verklaren doordat de steller van het ontwerp wil uitsluiten dat de betrokkene op afstand zou worden gehoord buiten de gevallen die in het tweede lid worden vermeld. Dan nog zou die bedoeling uitdrukkelijk uit de ontworpen tekst naar voren moeten komen[2] en moeten steunen op een redelijke verantwoording ten aanzien van het beginsel inzake gelijkheid en non-discriminatie, en dit rekening houdend met het bepaalde van artikel 12/1, § 1 en § 2, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003, toepasselijk gemaakt bij het ontworpen artikel 35/5, § 3.

Het ontwerp moet in het licht van deze opmerking opnieuw worden onderzocht.

2.1. Het ontworpen artikel 35/5, § 3, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 luidt als volgt:

> "Met uitzondering van artikel 12/1, tweede paragraaf, derde lid, artikel 15, derde lid, artikel 16, artikel 17 en artikel 18 zijn de artikelen van onderafdeling 3 van afdeling van hoofdstuk III met betrekking tot het persoonlijk onderhoud en onderafdeling 4 van afdeling 1 van hoofdstuk III betreffende het recht op bijstand van toepassing op het persoonlijk onderhoud bedoeld in dit artikel."

Dat artikel maakt dus de bestaande bepalingen betreffende het persoonlijk onderhoud en het recht op bijstand van asielaanvragers, met uitzondering van de bepalingen die uitdrukkelijk worden vermeld aan het begin van het artikel, toepasselijk op de procedure voor het persoonlijk onderhoud van aanvragers om een toelating tot verblijf wegens staatloosheid.[3]

Men kan vraagtekens plaatsen bij het feit dat sommige bepalingen die in het ontworpen artikel worden vermeld, uitgesloten worden.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 30.

[2] Met name uit het ontworpen artikel 35/6 (artikel 3 van het ontwerp). Vergelijk met artikel 9, § 1, zevende streepje, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003.

[3] Zijnde de artikelen 12 tot 19 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003.

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

2.2. Artikel 15, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 luidt als volgt:

"Indien er aanwijzingen zijn van vervolging wegens zijn of haar geslacht, gaat de ambtenaar na of de asielzoeker er geen bezwaar tegen heeft te worden gehoord door een persoon die een ander geslacht heeft dan de asielzoeker. Indien dat zo is wordt voldaan aan zijn vraag."

In dat verband staat in het verslag aan de Koning het volgende te lezen:

"Artikel 15, derde lid voorziet in de mogelijkheid om gehoord te worden door een ambtenaar van hetzelfde geslacht als de verzoeker. In de procedure toelating tot verblijf wegens staatloosheid dient de Commissaris-generaal een advies te formuleren over het al dan niet vervullen van voorwaarden vervat in artikel 57/37, 1° tot en met 5° van de wet. Of er al dan niet aanwijzingen zijn van vervolging wegens zijn of haar geslacht betreft dan ook geen element op grond waarvan de Commissaris-generaal de aanvraag dient te beoordelen. De betrokkene kan derhalve om die reden niet vragen om gehoord te worden door een andere ambtenaar."

Dat aanwijzingen van vervolgingen op grond van geslacht geen factor vormen op basis waarvan de commissaris-generaal de aanvraag moet beoordelen, verantwoordt niet afdoend dat de verzoeker de mogelijkheid wordt ontzegd om door een ambtenaar van zijn of haar geslacht te worden gehoord. De steller van het ontwerp moet het verschil dat hij in de procedure voor het persoonlijk onderhoud invoert, objectief en redelijk kunnen verantwoorden, rekening houdend met onder meer artikel 7 van de wet van 13 juli 2023 'inzake de preventie en de bestrijding van feminicides, gendergerelateerde dodingen en het geweld dat daar aan voorafgaat'.[4]

2.3. In artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 wordt bepaald dat de ambtenaar die het onderhoud leidt, "nota [neemt] van de verklaringen afgelegd door de asielzoeker tijdens het gehoor" en dat die aantekeningen de gegevens bevatten die in die bepaling worden opgesomd. Artikel 16, § 2, van hetzelfde besluit schrijft voor dat de ambtenaar "een inventaris aan[legt] van de stukken die door de asielzoeker werden voorgelegd ter ondersteuning van zijn asielaanvraag."

[4] Dat artikel, dat in hoofdstuk 3 "Algemene beginselen" staat, luidt als volgt: "Bij de goedkeuring en uitvoering van alle besluiten, beleidslijnen, of maatregelen met betrekking tot het toepassingsgebied van deze wet houden de in artikel 5 bedoelde personen en autoriteiten rekening met de specifieke kenmerken van de behoeften van de personen in kwetsbare toestand." Artikel 5 van diezelfde wet bepaalt het volgende: "Met uitzondering van de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten behoren, is deze wet van toepassing op alle personen in de publieke sector, met inbegrip van de overheidsorganen, alsook op alle administratieve en gerechtelijke overheden, met betrekking tot elke maatregel, beslissing, elk beleid in verband met de doelstelling van deze wet zoals bepaald in artikel 3." Een "persoon in kwetsbare toestand" wordt in artikel 4, § 1, 5°, van diezelfde wet gedefinieerd als "elke persoon die zich in een kwetsbare toestand bevindt om sociale, economische, fysieke, psychische of administratieve redenen, zoals onder meer gebruikers van toxische stoffen, personen die zich in een prostitutiesituatie bevinden, migranten of asielzoekers of personen in illegaal verblijf, daklozen, of elke persoon die zich in een kwetsbare positie bevindt omwille van een of meer beschermde criteria wegens hun geslacht, gender, nationaliteit, zogenaamd ras, huidskleur, taal, geloof of levensbeschouwing, syndicale overtuiging, politieke of andere overtuigingen, sociale afkomst en positie, nationale of etnische afstamming, vermogen, geboorte, seksuele geaardheid, genderidentiteit of -expressie, leeftijd, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, burgerlijke staat, zwangerschap, bevalling, het geven van borstvoeding, moederschap, adoptie, medisch begeleide voortplanting, zogenaamde geslachtsverandering, seksekenmerken, fysieke of genetische eigenschappen, ongeacht of dit kenmerk daadwerkelijk aanwezig is of slechts vermeend is door de dader."

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

Het verslag aan de Koning stelt in dat verband het volgende: "Artikel 16 heeft specifiek betrekking notities van het persoonlijk onderhoud en de neergelegde stukken in de asielprocedure."

Toch rijst de vraag waarom voor het onderhoud met een aanvrager om een toelating tot verblijf wegens staatloosheid, niet wordt voorzien in een gelijkaardige bepaling, die *mutatis mutandis* de relevante gegevens oplijst die moeten worden genoteerd of geïnventariseerd.

2.4. In artikel 17, § 2, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 wordt het volgende bepaald: "Indien de ambtenaar tijdens het gehoor tegenstrijdigheden vaststelt in de verklaringen van de asielzoeker of vaststelt dat er relevante elementen ter staving van de asielaanvraag ontbreken, stelt hij de asielzoeker in de loop van het gehoor in de gelegenheid om hier uitleg over te geven." Luidens artikel 17, § 3, kan de asielzoeker, zijn advocaat of de vertrouwenspersoon aan de commissaris-generaal aanvullende opmerkingen of aanvullende stukken zenden die bij het individuele dossier van de asielzoeker zullen worden gevoegd en waarmee rekening zal worden gehouden, als ze tijdig zijn overgezonden.

In dat verband wordt in het verslag aan de Koning het volgende gesteld:

> "De confrontatieplicht uit artikel 17, § 2 is niet van toepassing gezien het de omzetting betreft van artikel 16 van de richtlijn 2013/32/EU welke logischerwijze niet van toepassing is op de procedure waarbij de Commissaris-generaal een advies moet formuleren over de voorwaarden vervat in artikel 57/37 van de wet."

De vraag rijst waarom geen gelijkaardige waarborgen worden geboden aan de aanvrager om een toelating tot verblijf wegens staatloosheid, ongeacht of het gaat om de mogelijkheid uitleg te geven ingeval er tegenstrijdigheden zijn vastgesteld (artikel 17, § 2), dan wel om de mogelijkheid aanvullende opmerkingen of stukken te bezorgen (artikel 17, § 3).

De steller van het ontwerp dient inderdaad die verschillen in behandeling objectief en redelijk te kunnen verantwoorden. De verklaring betreffende artikel 7, § 2, namelijk dat het gaat om de omzetting van een richtlijn die niet op de voorliggende procedure van toepassing is, vormt ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet namelijk geen afdoende verantwoording van de beoogde verschillen in behandeling.[5]

Artikel 3

Het ontworpen artikel 35/6 bepaalt dat de oproeping voor het persoonlijk onderhoud op zijn minst de in de bepaling opgesomde gegevens bevat, waaronder "de vermelding volgens dewelke de betrokkene zich op de dag van het persoonlijk onderhoud kan laten bijstaan door een advocaat".

[5] Zie GwH 26 september 2013, nr. 121/2013. Uit de punten B.49 en B.50 van dat arrest vloeit voort dat wanneer de wetgever in een regeling voorziet die van toepassing is op personen die zich in vergelijkbare situaties bevinden maar waarvan een categorie, in tegenstelling tot de andere, onder het Unierecht valt, hij niet verplicht is strikt identieke regels in te stellen, maar dat het verschil in behandeling dat hij invoert wel redelijk moet kunnen worden verantwoord om bestaanbaar te zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡

De bepaling betreffende het recht op bijstand, die in onderafdeling 4 van afdeling 1 van hoofdstuk III staat, te weten in artikel 19 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003, waarvan het eerste lid van paragraaf 1 voorziet dat de asielzoeker "zich tijdens de behandeling van zijn aanvraag bij het Commissariaat-generaal [kan] laten bijstaan door een advocaat of een vertrouwenspersoon", wordt bij het ontworpen artikel 35/5, § 3, dat bij artikel 2 van het ontwerp wordt ingevoegd, toepasselijk gemaakt op het persoonlijk onderhoud in het kader van een aanvraag om toelating tot verblijf wegens staatloosheid.

Het ontworpen artikel 35/6 moet dan ook aldus worden aangevuld dat daarin wordt bepaald dat de oproeping voor het persoonlijk onderhoud vermeldt dat de betrokkene zich op de dag van het persoonlijk onderhoud kan laten bijstaan door een advocaat of een vertrouwenspersoon.

Artikel 5

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 35/8 ontbreekt de vermelding "§ 1er".

Artikel 7

In de Franse tekst dienen de woorden "La ministre" te worden vervangen door de woorden "Le ministre", omdat het woord "ministre" geslachtsneutraal is.[6]

SLOTOPMERKING

Men dient erop toe te zien dat het ontworpen besluit niet eerder in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt dan de wet van 10 maart 2024 die in opmerking 1 over de aanhef ter sprake komt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Bernard BLERO

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 167 en formule F 4-7-1.

‡LW-BIGYMDJAJ-HGEJJUQ‡